

domination bourgeoise. En s'inclinant devant ces deux cadavres, les prolétaires qui veulent lutter pour le socialisme et non pour « l'honneur de l'Italie », honorent deux victimes du fascisme et se proposent de faire l'opposé du Front Populaire qui a laissé s'échapper les assassins, ils se proposent de châtier demain les coupables au travers de la victoire de la révolution prolétarienne.

L'assassinat des frères Rosselli est survenu à une date très voisine du treizième anniversaire du meurtre de Matteotti et dans une situation d'extrême tension sociale en Italie. Deux problèmes apparaissent avec grande clarté : pourquoi a-t-on eu besoin de ce crime, crime qui, par la rapidité, la précision de l'exécution, la sûreté de la fuite des assassins, ne peut être considéré que comme un crime d'État, directement agencé par le gouvernement fasciste ? Pourquoi enfin n'avons-nous pas assisté à l'explosion d'une vague d'indignation semblable à celle qui ébranla l'Italie non seulement, mais le monde entier, en 1924, à l'occasion de l'assassinat de Matteotti ? La première question nous semble trouver sa réponse dans l'état d'exaspération sociale existant en Italie et se répercutant directement au sein du fascisme où les incartades dans le domaine diplomatique, sont le pendant des autres manifestations de violence des patrouilles de l'avant-garde fasciste poussée par la situation à des aventures tragiques du type de celles de Bagnole. La deuxième question trouve sa réponse dans la différence des situations actuelles par rapport à celle de 1924. Il n'est plus possible au capitalisme de canaliser et faire reflouer dans le garage de la « question morale », un mouvement d'opposition au fascisme. Il n'y a plus place, dans l'atmosphère incendiaire d'Italie, pour l'Avant-garde et pour la question morale. Aujourd'hui, c'est le mouvement prolétarien qui lève le drapeau de la lutte révolutionnaire et la question morale consiste dans la lutte pour la destruction du régime capitaliste. Nous ne pouvons pas prévoir quelle sera l'occasion qui donnera le signal à la lutte ouvrière, mais il est certain que même s'il devait s'agir d'un assassinat fasciste, les ouvriers ne se laisseraient plus bernier par les mouvements d'opposition bourgeoise et frayeraient la voie à la lutte pour la révolution communiste.

À l'occasion du meurtre des frères Rosselli, un hebdomadaire fasciste qui se publie à Paris (1) a soulevé l'hypothèse qu'il y aurait là une représaille d'éléments anarchistes à la suite des événements de Barcelone du 4 mai écoulé, et cela parce que Rosselli n'aurait pas pris une part active à la lutte contre les responsables des assassinats de Berneri et des ouvriers de Barcelone. Bien évidemment ce détachement fasciste où se rencontrent quelques canailles qui, après avoir mangé au ratelier antifasciste, bouffent actuellement au ratelier de Mussolini, sait pertinemment bien que, si les anarchistes avaient dû exercer une représaille, ils seraient allés ailleurs qu'à « Giustizia e Libertà » : ils se seraient dirigés vers les véritables responsables des journées de mai de Barcelone. Mais il fallait jeter la confusion et surtout favoriser l'évasion des assassins qui ont d'ailleurs trouvé tout l'appui qui leur était nécessaire dans la police dirigée par le Front Populaire et son ministre de l'Intérieur.

(1) L'« Humanité » du 30 juillet réclame des autorités du Front Populaire l'interdiction du « Merlo », parce que ce journal avait écrit un article désobligeant pour la France. Pour caractériser l'état de décadence du mouvement prolétarien, il faudra mettre en rapport cette réclamation de l'« Humanité », la cause qui l'a déterminée, avec le fait pénible à constater que dans un centre d'émigration peut être publié — sans provoquer l'indignation prolétarienne — un canard de provocation fasciste, ce qui est aussi une insulte poignante contre les prolétaires qui en Italie souffrent de toutes les sévices fascistes.

Vers la révolution communiste en Italie

Il pourrait paraître que, en fonction de l'importance gigantesque d'un événement, l'analyse des situations devrait recevoir une grande richesse de détails, afin que l'hypothèse qui en résulte soit confirmée par un ensemble de données méticuleusement établies. Et pourtant, notre perspective sur l'approche de grandes tourmentes révolutionnaires en Italie ne se base que sur deux éléments concrets de la situation actuelle, complétés par un examen de l'évolution politique qui se dessine dans les milieux de l'antifascisme qui aspirent à prendre la succession du fascisme dans la défense des intérêts du capitalisme italien.

Les deux éléments de la situation sont : la défaite de la victoire en Éthiopie, l'intervention hégémonique de l'Italie en Espagne.

Les conquêtes coloniales ont toujours révélé une haute maturation des possibilités économiques de l'État capitaliste. L'économie du pays ayant atteint un point fort élevé, la nécessité se présentait pour le capitalisme de s'annexer des territoires pour y écouler une partie de la production, pour en retirer des matières premières, ou pour y diriger le surplus de la main-d'œuvre qu'il n'était plus possible d'employer dans le pays, les lois de l'économie capitaliste ne le permettant plus. À la victoire militaire pour l'annexion de la colonie, suivait généralement un assainissement de la situation économique, l'ouverture d'un nouvel horizon pour le capitalisme vainqueur. L'élargissement des bases du mécanisme économique ouvrait aussi la possibilité à une atténuation des antagonismes sociaux au sein de la société capitaliste et les exploités indigènes faisaient les frais de la nouvelle ère de paix sociale.

Or, qu'est-il arrivé en Italie, après la victoire complète et foudroyante en Éthiopie ? La situation économique du pays n'a fait que s'empirer et Mussolini n'avait pas encore terminé de prononcer le mot que désormais l'Italie se trouvait dans le rang des « nations satisfaites », qu'il a dû prendre, le premier, l'initiative d'une intervention massive en Espagne.

Pour mieux s'expliquer la situation successive à la victoire éthiopienne, il

faudra songer à l'état de tension où se trouvaient l'économie et l'ambiance sociale du pays, avant la guerre en Afrique, faits qui avaient rendu cette guerre inévitable. Toutes les ressources, toutes les manœuvres avaient été épuisées par le capitalisme : les ouvriers forcés de travailler à des salaires de famine, et ceux d'entre eux qui osaient lutter contre les conventions collectives établies par les corporations fascistes déferés au Tribunal Spécial, où de très lourdes condamnations étaient prononcées, afin de servir d'exemple à tous les travailleurs. Les paysans et les ouvriers agricoles sous la coupe des inquisitions fiscales n'avaient plus aucune possibilité devant eux : les grands travaux de bonification, aussi bien que tous les autres travaux en vue de rendre l'Italie « indépendante de l'étranger et capable de se suffire à elle-même », étant terminés. Enfin les industriels, les capitalistes et les propriétaires fonciers, qui avaient dû recourir à l'arme extrême de la défense de leurs privilèges, l'appel à l'État, pour que celui-ci étende les tentacules de son contrôle à toute la vie économique ; qui, pendant de nombreuses années avaient dû s'en référer à l'État afin qu'il gère d'une façon constante leur capitaux, en étaient arrivés à un point où il n'était plus possible, dans les limites nationales, de continuer à faire fonctionner le régime de leur exploitation sur les travailleurs.

C'est dans cette situation que l'entreprise africaine se présente comme une nécessité absolue pour le capitalisme italien. Quel qu'aurait été le gouvernement au pouvoir, l'expédition en Éthiopie aurait eu lieu. Les démocrates et sociaux-démocrates ont jeté les hauts cris en disant que, si le fascisme n'avait pas été au pouvoir, la politique de « collaboration internationale » qu'ils auraient appliquée, n'aurait pas conduit à l'assaut de l'indépendance de l'Éthiopie, qui a eut comme conséquences, avec une aggravation de la situation internationale, la perte de l'amitié anglaise et la menace de la bonne entente avec la France.

Il faut remarquer que, tout d'abord, dans la domaine des relations pacifiques avec les autres impérialismes, Mussolini n'a fait qu'appliquer le programme tou-